

SOCIETE DES COURSES DE DIEPPE
HIPPODROME DE DIEPPE

Avenue de Breauté
76 200 DIEPPE

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Richard PETIT

Commissaire aux Comptes
Inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes,
rattaché à la CRCC de Normandie

SOCIETE DES COURSES DE DIEPPE

HIPPODROME DE DIEPPE

Avenue de Breauté
76 200 DIEPPE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 DECEMBRE 2023

Richard PETIT

Commissaire aux Comptes

Inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes,
rattaché à la CRCC de Normandie

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SOCIETE DES COURSES DE DIEPPE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SOCIETE DES COURSES DE DIEPPE à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Faits marquants 2023 » l'annexe, concernant la mise en place d'une comptabilité analytique à compter de l'exercice 2024.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon

notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, notamment :

- Dans le cadre de son plan d'investissement, votre association comptabilise une quote-part de subvention rapportée au résultat générant ainsi un produit exceptionnel. Nos vérifications nous permettent de valider la permanence des investissements retenus pour chaque plan d'un exercice à l'autre, ainsi que du calcul du montant rapporté au résultat en proportion de celui pratiqué pour les immobilisations mises en service financées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la SOCIETE DES COURSES DE DIEPPE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la SOCIETE DES COURSES DE DIEPPE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

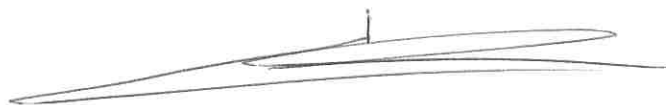
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre SOCIETE DES COURSES DE DIEPPE.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BOIS-GUILLAUME, le 29 juin 2024



Richard PETIT
Commissaire aux Comptes
Associé

1. BILAN 2023

ACTIF		page annexe	Exercice N			Exercice N-1
			Brut	Amortis- sements et Provisions (à déduire)	Net	Net
A C T I F I M M O B I L I S É	Immobilisations incorporelles					
	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		3 400,00 €	3 400,00 €	0,00 €	0,00 €
	Autres immobilisations incorporelles		3 957,35 €		3 957,35 €	3 957,35 €
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	Immobilisations corporelles					
	Terrains		1 457 483,79 €	1 203 809,80 €	253 673,99 €	253 673,99 €
	Constructions		5 515 688,11 €	4 809 059,85 €	706 628,26 €	826 066,08 €
	Installations techniques, matériel et outillage		863 438,22 €	832 522,33 €	30 915,89 €	33 885,49 €
	Autres immobilisations corporelles		1 592 990,82 €	1 255 779,74 €	337 211,08 €	275 607,71 €
	Immobilisations corporelles en cours		0,00 €		0,00 €	1 799,05 €
	Avances et acomptes		14 000,00 €		14 000,00 €	
	Immobilisations financières (1)					
A C T I F C I R C U L A N T	Participations et comptes rattachés					
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés		850,50 €		850,50 €	832,50 €
	Prêts					
	Autres immobilisations financières					
	Total I	7 et 8	9 451 808,79 €	8 104 571,72 €	1 347 237,07 €	1 395 822,17 €
	Stocks et en-cours : matières et fournitures consommables		6 829,13 €		6 829,13 €	8 590,35 €
	Avances et acomptes versés sur commandes					
	Créances (2)	11				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés		3 515,01 €	0,00 €	3 515,01 €	77 895,49 €
	Personnel		0,00 €		0,00 €	0,00 €
	Organismes sociaux		0,00 €		0,00 €	0,00 €
	État		23 140,50 €		23 140,50 €	2 056,83 €
	Entités de l'institution des courses		685,07 €		685,07 €	62 181,98 €
	Autres				0,00 €	0,00 €
	Valeurs mobilières de placement					
A C T I F C I R C U L A N T	Disponibilités					
	Banque		825,66 €		825,66 €	36 400,67 €
	Caisse		583,20 €		583,20 €	471,72 €
	Charges constatées d'avance (2)		2 518,73 €		2 518,73 €	14 559,73 €
	Total II		38 097,30 €	0,00 €	38 097,30 €	202 156,77 €
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)		9 489 906,09 €	8 104 571,72 €	1 385 334,37 €	1 597 978,94 €
	(1) Dont à moins d'un an (brut)					
	(2) Dont à plus d'un an (brut)					

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

2. BILAN 2023

PASSIF	page annexe	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	10		
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
pour projets associatifs		1 758 739,68 €	1 758 739,68 €
régulation du financement des immobilisations			
autres réserves de régulation			
réserves réglementées et réserves libres			
Report à nouveau (a)		-635 861,27 €	-587 396,87 €
Excédent ou déficit de l'exercice (b)		-147 221,68 €	-48 464,40 €
Sous-Total Situation nette		975 656,73 €	1 122 878,41 €
Fonds propres avec droit de reprise			
Subventions d'investissements		273 801,26 €	339 478,26 €
Ecart de réévaluation			
TOTAL I		1 249 457,99 €	1 462 356,67 €
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9		
Provisions pour risques			
Provisions pour Charges			
TOTAL II		0,00 €	0,00 €
DETTES (1)			
Dettes Financières	11		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (2)		132,00 €	
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes d'Exploitation	11		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		71 832,35 €	78 510,14 €
Dettes fiscales et sociales		52 453,25 €	55 862,13 €
Entités de l'institution des courses		10 208,78 €	0,00 €
Autres dettes			
Dettes diverses			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance		1 250,00 €	1 250,00 €
TOTAL IV		135 876,38 €	135 622,27 €
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		1 385 334,37 €	1 597 978,94 €
(1) dont à plus d'un an			
(1) dont à moins d'un an		135 876,38 €	81 776,57 €
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs		111,98 €	
(a) Montant entre parenthèses ou précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit de pertes reportées			
(b) Montant entre parenthèses ou précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit d'une perte			

**PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES**

3. COMPTE DE RÉSULTAT DE L'ANNEE 2023

PRODUITS (Hors Taxes)	page annexe	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)			
PRESTATIONS DE SERVICES ET VENTES DE MARCHANDISES			
Cotisations des sociétaires		240,00 €	560,00 €
Ressources rattachées à l'organisation des réunions de courses :			
- Entrées sur hippodrome -		18 871,65 €	22 769,65 €
- Ventes de programmes			
- Plus values sur prix de réclamation		31 852,91 €	38 909,39 €
- Produits de parrainage des épreuves		6 749,99 €	3 499,97 €
- Ventes à consommer sur place (bar)			
- Produits des concessions et locations			
- Gestion courses autres hippodromes			
- Autres ressources		0,00 €	97 441,19 €
Produits des terrains et autres lieux d'entraînement		13 110,72 €	8 250,25 €
Ventes de marchandises			
des activités annexes (concessions et locations hors jours de courses)Produits des			
PRODUCTION IMMOBILISÉE			
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS			
Subventions versées par la FNCH		53 660,00 €	15 525,00 €
Autres subventions d'exploitation et concours publics		18 410,65 €	14 315,91 €
PRODUITS DU PARI MUTUEL ET INTERESSEMENT			
Part nette sur pari mutuel hippodrome		48 165,99 €	58 740,97 €
Part nette sur pari mutuel urbain régional et courses nationales isolées			
Rémunération des sociétés de courses premium		0,00 €	0,00 €
Commissions versées par le PMU sur enjeux collecteurs		670 523,00 €	651 823,00 €
Autres produits des services communs			
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		4 249,37 €	1 159,26 €
REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET AMORTISSEMENTS	9	0,00 €	4 490,33 €
TRANSFERTS DE CHARGES		12 630,48 €	15 266,03 €
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		878 464,76 €	932 750,95 €
PRODUITS FINANCIERS			
Intérêts et produits assimilés Intérêts et produits assimilés			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Produits financiers divers		57,34 €	17,46 €
Reprises sur provisions et transferts de charges financières	9		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS		57,34 €	17,46 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		4 884,40 €	8 222,75 €
Sur opérations en capital			
- Produits des cessions d'éléments d'actifs (sauf val. mobil. de placement)		0,00 €	6 500,00 €
- Subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice		71 677,00 €	147 145,00 €
- Autres			
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	9		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS		76 561,40 €	161 867,75 €
TOTAL DES PRODUITS		955 083,50 €	1 094 636,16 €
Solde débiteur = Déficit		147 221,68 €	48 464,40 €
TOTAL GÉNÉRAL		1 102 305,18 €	1 143 100,56 €
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs			

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

4. COMPTE DE RÉSULTAT DE L'ANNEE 2023

CHARGES (Hors Taxes)	page annexe	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'EXPLOITATION (1)			
ACHATS		161 840,53 €	108 193,52 €
SERVICES EXTÉRIEURS		91 690,49 €	93 814,72 €
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS			
Charges du concessionnaire du pari mutuel hippodrome		81 693,88 €	84 853,56 €
Autres		262 931,55 €	317 446,56 €
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS		28 902,13 €	22 564,61 €
CHARGES DE PERSONNEL			
Salaires et traitements		139 802,76 €	122 976,68 €
Charges sociales		30 877,41 €	32 246,58 €
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			
Charges de Pari Mutuel Urbain National		0,00 €	0,00 €
Charges d'autres organismes communs		46 601,45 €	55 400,97 €
Charges spécifiques: Encouragements à l'élevage financés sur fonds propres			
Charges diverses de gestion courante		158,44 €	128,30 €
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS			
Sur immobilisations: dotations aux amortissements	8	255 734,02 €	294 655,37 €
Sur immobilisations: dotations aux provisions	9		
Sur actif circulant: dotations aux provisions	9		
Pour risques et charges: dotations aux provisions	9		
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		1 100 232,66 €	1 132 280,87 €
CHARGES FINANCIÈRES			
Dotations aux amortissements et aux provisions	9		
Intérêts et charges assimilées		273,47 €	35,69 €
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Autres charges financières			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES		273,47 €	35,69 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		0,00 €	8 311,78 €
Sur opérations en capital			
- valeurs comptables des éléments immobilisés et financiers cédés à l'exception des valeurs mobilières de placement		1 799,05 €	2 472,22 €
- autres			
Dotations aux amortissements et aux provisions	9		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES		1 799,05 €	10 784,00 €
TOTAL DES CHARGES		1 102 305,18 €	1 143 100,56 €
Solde créditeur = excédent			
TOTAL GÉNÉRAL		1 102 305,18 €	1 143 100,56 €
(1) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

5. TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

[illegible]

(a) à développer si nécessaire selon la nomenclature des postes du bilan. Lorsqu'il existe des frais d'établissement, ils doivent faire l'objet d'une rubrique séparée.

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

6. TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

[illegible]

(a) à développer si nécessaire selon la même nomenclature que celle du tableau des immobilisations.

**PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES**

7. TABLEAU DES PROVISIONS

Rubriques (a)	Solde d'ouverture (A)	Dotations de l'exercice (B)	Reprises de l'exercice (C)			Solde de clôture (A + B - C)
			provision utilisée	provision non utilisée	autre	
Provisions pour dépréciation d'éléments d'actif						
sous-total 1						
et chargesProvisions pour risques et charges	0,00 €		0,00 €	0,00 €		0,00 €
sous-total 2	0,00 €		0,00 €	0,00 €		0,00 €
Total Général (*)	0	0	0	0		0

IMPACT DES PROVISIONS SUR LES DIFFERENTS RESULTATS						
	Dotations de l'exercice (A)	Reprises de l'exercice (B)			Solde (A - B)	
		provision utilisée	provision non utilisée	autre		
Résultat d'exploitation	0,00 €		0,00 €		0,00 €	
Résultat financier						
Résultat exceptionnel						
Total (**)	0,00 €		0,00 €		0,00 €	

(a) à développer si nécessaire

(b) provision non utilisée lorsque la charge effective est inférieure à la provision constituée

(*) (**) les totaux doivent être égaux

PARAPHE POUR LES BESOINS
 D'IDENTIFICATION
 LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

8. TABLEAU DES AFFECTATIONS DE RÉSULTAT

I - ORIGINES		
1 - Report à nouveau antérieur		- 587 396,87 €
2 - Résultat de l'exercice (1)		- 48 464,40 €
3 - Prélèvements sur les réserves (2)		.....
II - AFFECTATIONS		
4 - Réserves de régulation du financement des immobilisations	.....
5 - Autres réserves de régulation	.....
6 - Réserves réglementées et réserves libres	.....
7 - Report à nouveau (1)	- 48 464,40 €	
TOTAUX	- 48 464,40 €	- 635 861,27 €
(1) montant entre parenthèses ou précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit d'un montant négatif		
(2) indiquer les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués		

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

9. ÉTAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

CRÉANCES (1)	Montant Brut	Degré de liquidité de l'actif	
		Échéance à - 1 an	Échéance à + 1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	.....	.....	.....
Prêts (2)	.....	.....	.....
Autres	.....	.....	.....
Créances de l'actif circulant			
Créances Clients et comptes rattachés	3 515,01 €	3 515,01 €	.....
Entités de l'Institution			
FNCH		0,00 €	.....
France Galop	314,27 €	314,27 €	.....
Le Trot	370,80 €	370,80 €	.....
PMU	.....	.....	.....
CPM		0,00 €	.....
GTHP	.....	.....	.....
GIE régionaux	0,00 €	0,00 €	.....
Fédérations régionales	.....	.....	.....
Autres	23 140,50 €	23 140,50 €	.....
Charges constatées d'avance	2 634,59 €	2 634,59 €	.....
TOTAL	29 975,17 €	29 975,17 €	

(1) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

(2) Prêts accordés en cours d'exercice/Prêts récupérés en cours d'exercice

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

DETTES (3)	Montant Brut	Date souscription	Durée	Remboursement de l'exercice		Degré d'exigibilité du passif		
				Capital	Intérêts	Échéances		
						- 1 an	de 1 à 5	+ 5 ans
Emprunts (4) et dettes auprès des établissements de crédit dont :								
Emprunt 1	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Emprunt 2
Emprunt 3
...
...
...
TOTAL	- €			- €	- €	- €	- €	- €

(3) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

(4) Emprunts souscrits en cours d'exercice / emprunts remboursés en cours d'exercice

DETTES (3)	Montant Brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		- 1 an	de 1 à 5 ans	+ 5 ans
Autres dettes				
Entités de l'Institution	.....	.....	.....	.....
FNCH	.....	.....	.....	.....
France Galop	.....	.....	.....	.....
Le Trot	.....	.....	.....	.....
PMU	10 208,78 €	10 208,78 €	.....	.....
GTHP	.....	.....	.....	.....
GIE régionaux	.....	.....	.....	.....
Fédérations régionales	.....	.....	.....	.....
Autres	.....	.....	.....	.....
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	71 832,35 €	71 832,35 €	.....	.....
Dettes fiscales et sociales	52 453,25 €	52 453,25 €	.....	.....
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	.....	.....	.....	.....
Autres dettes	0,00 €	0,00 €	.....	.....
Produits constatés d'avance	1 250,00 €	1 250,00 €	.....	.....
TOTAL	135 744,38 €	135 744,38 €		

(3) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de l'association : Société des courses de Dieppe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 1 385 334,37 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 147 221,68 €

L'exercice a une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Faits marquants 2023

L'installation de la Fibre pour un montant de 41 733 € a fait l'objet d'une subvention d'investissement de 6 000 € qui sera étalée proportionnellement aux investissements, sur une durée de 10 ans.

En 2023, nous avons opté pour la solution de comptabilité et gestion commerciale proposée par France Galop avec une faible participation financière de la Société des Courses.

C'est un outil de gestion qui est entièrement portée par la Fédération, proposé à toutes les sociétés de courses et fonctionnant en Extranet.

La FNCH demande à l'ensemble des sociétés de courses premium de mettre en place une comptabilité analytique à compter de l'exercice 2024.

L'objectif de la FNCH est d'ajuster au mieux la rémunération de chaque société premium dans la définition du barème des forfaits charges variables et dans la fixation de l'éventuel ajustement financier propre à chaque société.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à un autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Méthode comptable

Depuis 2020, la société des courses est rémunérée mensuellement sur facturation d'une part fixe identique chaque mois et d'une part variable calculée en fonction du nombre de courses prévu pendant le mois.

Ainsi, les sociétés de courses n'ont plus à comptabiliser les flux liés aux enjeux Premium car la méthode de rémunération a changé.

A compter de 2021, nous ne comptabilisons plus les enjeux nationaux. Seuls la part nette des enjeux PMH et le solde de la part institution + frais de gestion sont à comptabiliser, en plus de la rémunération mensuelle fixée chaque année par convention avec La Fédération Nationale des Courses, France Galop et Le Trot

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits.

Il est rappelé que la ventilation des immobilisations par composants n'avait pas été pratiquée au 31/12/2006. Il n'avait pas été recensé de composants dont la durée d'amortissement se démarquait de manière significative de la durée d'amortissement du bien immobilisé pris dans son ensemble tant pour les immeubles que pour les autres immobilisations corporelles.

De plus, l'évaluation des composants concernant les actifs immobilisés antérieurement au 1/01/2006 n'avait pas été appliquée, soit qu'ils n'étaient pas décomposables, soit décomposés à l'origine, soit en raison de l'option pour la réallocation des valeurs nettes, les valeurs restantes à amortir, n'étaient pas significatives.

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

SOCIETE DES COURSES DE DIEPPE

Hippodrome de Dieppe

Avenue de Breauté
76 200 DIEPPE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Décision du Conseil d'Administration relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2023

Richard PETIT

Commissaire aux Comptes
Inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes,
rattaché à la CRCC de Normandie

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Décision du conseil d'administration relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2023

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 223-17 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 223-17 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée.

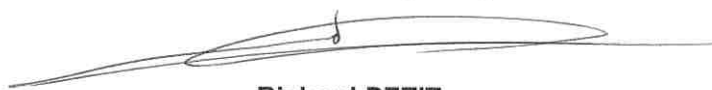
Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

CONVENTIONS INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Fait à BOIS-GUILLAUME, le 29 juin 2024



Richard PETIT
Commissaire aux Comptes
Associé